

2 ●
ÉCONOMIE Page 60
ET EMPLOI

●
« **MOBILISATION
GÉNÉRALE** » :
Andreas Müller à propos
du travail de milice
Page 67

1 ●
PRÉOCCUPATIONS Page 56

3 ●
CONFIANCE Page 64
ET IDENTITÉ

Baromètre des préoccupations du Credit Suisse 2019

4 ●
RELATIONS AVEC L'UE Page 70



JOBST WAGNER

« Chacun doit assumer sa part
de responsabilité » Page 62

KARIN KELLER-SUTTER

« Je déplore parfois le manque
de conciliation » Page 68



OÙ SONT LES SOLUTIONS ?

La conseillère fédérale

Karin Keller-Sutter nous reçoit dans son bureau à Berne, près du Palais fédéral – un cadre idéal pour discuter des résultats du Baromètre des préoccupations (page 68). Effectué depuis 1976, le sondage fournit cette année encore des résultats très intéressants, notamment pour les politiques.

Premier constat : la confiance envers *les institutions du pays* a chuté de plus d'un quart. *Rapport Suisse-UE* : une grande majorité a conscience de l'importance que revêt l'UE en tant que partenaire commercial, pourtant beaucoup pensent aussi que l'UE peut être remplacée par d'autres partenaires. *Économie* : avis très optimiste. Trop ? *Blocage des réformes* : de l'AVS au système de santé, les citoyennes et les citoyens exigent des solutions politiques.

Je ne peux que vous recommander le Baromètre des préoccupations 2019 du Credit Suisse. Plus encore que les années précédentes, il soulève des questions sur l'état de la Suisse auxquelles il vaut la peine de réfléchir. Dans la Berne fédérale, dans les entreprises ou autour de la table familiale.

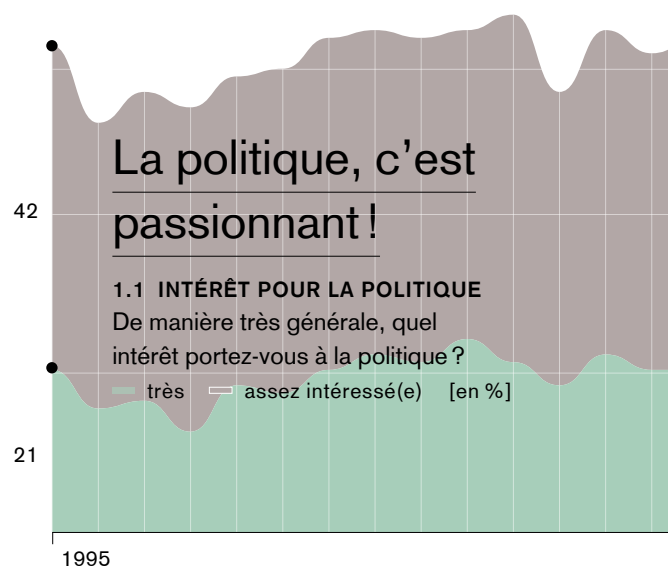
Je vous souhaite une agréable lecture.

Manuel Rybach

Global Head of Public Affairs and Policy

Réformes à l'arrêt

Les priorités sont claires
et l'impatience gronde :
l'électorat exige des réponses
et des résultats.



Des solutions !

1.2 PRIORITÉS POLITIQUES « Il existe différents points de vue sur la manière de trouver des solutions aux problèmes politiques. Sur les déclarations suivantes, êtes-vous... »

... tout à fait / plutôt d'accord (sélection)

Le Conseil fédéral doit mieux assumer son rôle de dirigeant	83
Le Parlement doit de nouveau rechercher plus de compromis	68
L'économie trouve des solutions plus vite que les milieux politiques.	
Il faut donc plus d'espaces de liberté et moins de bureaucratie.	60

0 100 en %

Le monde gagne en complexité, à l'instar des conflits commerciaux en hausse, qui révèlent la montée progressive du populisme et des débats sur le climat. Comment ce monde troublé se reflète-t-il dans le traditionnel Baromètre des préoccupations du Credit Suisse [● 1.3, page suivante]? Quels sont les principaux problèmes du pays selon les sondés? Quel est le bilan du gouvernement et de l'économie? Des réponses... aussi surprenantes qu'éclairantes.

STABILITÉ En dépit des turbulences mondiales, la liste des préoccupations est restée étonnamment stable et les priorités sont claires: 1. AVS/prévoyance vieillesse (47%, +2 pp par rapport à 2018), 2. Santé/caisses maladie (41%, ±0 pp), 3. Étrangers/ères (30%, -7 pp),

4. Protection de l'environnement/changement climatique (29%, +6 pp) et 5. Chômage (26%, +4 pp).

BLOCAGE Les deux plus grandes préoccupations (AVS et caisses maladie/santé) constituent des thèmes concrets de la politique intérieure. « L'électorat attend des solutions du gouvernement et, dans la conscience collective, ces solutions n'ont pas été apportées. Sur le plan du chantier des réformes, notons une certaine insatisfaction vis-à-vis du rôle du Parlement et du gouvernement », détaille Cloé Jans, responsable de l'étude gfs.bern (plus d'informations dans ce chapitre et dans le ● chapitre 3).

SURPRISES Les préoccupations d'ordre environnemental ont augmenté de 6 points sans pour autant trouver une place dans le top 3, alors que le changement climatique a souvent fait la une des médias cette année et que les partis des Verts et Vert'libéraux ont consolidé leur représentation lors des élections suisses en octobre. Autre sujet moins médiatisé: la « sécurité personnelle » (+11 pp) a, contre toute attente, connu une envolée inédite. L'interprétation n'est pas aisée dans la mesure où les étrangers (-7 pp) et les réfugiés (-11 pp), que les partis de droite associent volontiers à la criminalité galopante, ont reculé dans les inquiétudes de la population. Interviewée page 68, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter insiste sur la priorité absolue accordée à la sécurité de la Suisse et à la protection de ses habitants. « Pas de bien-être sans sécurité. » Enfin, le chômage, qui a longtemps occupé la première marche du podium des préoccupations, a timidement confirmé son faible résultat de 2018 (26%, +4 pp), laissant penser que l'emploi est perçu comme très sûr (plus à ce sujet au ● chapitre 2).

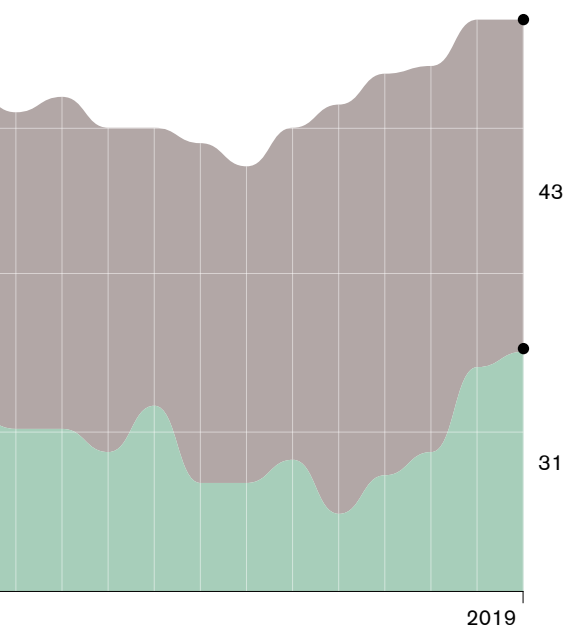
46%

des participants ont le sentiment que le gouvernement échoue « souvent sur des questions décisives ».

En 2017, ils étaient 24%.

41% pensent que l'économie échoue « souvent sur des questions décisives ».

En 2017, ils étaient 23%.

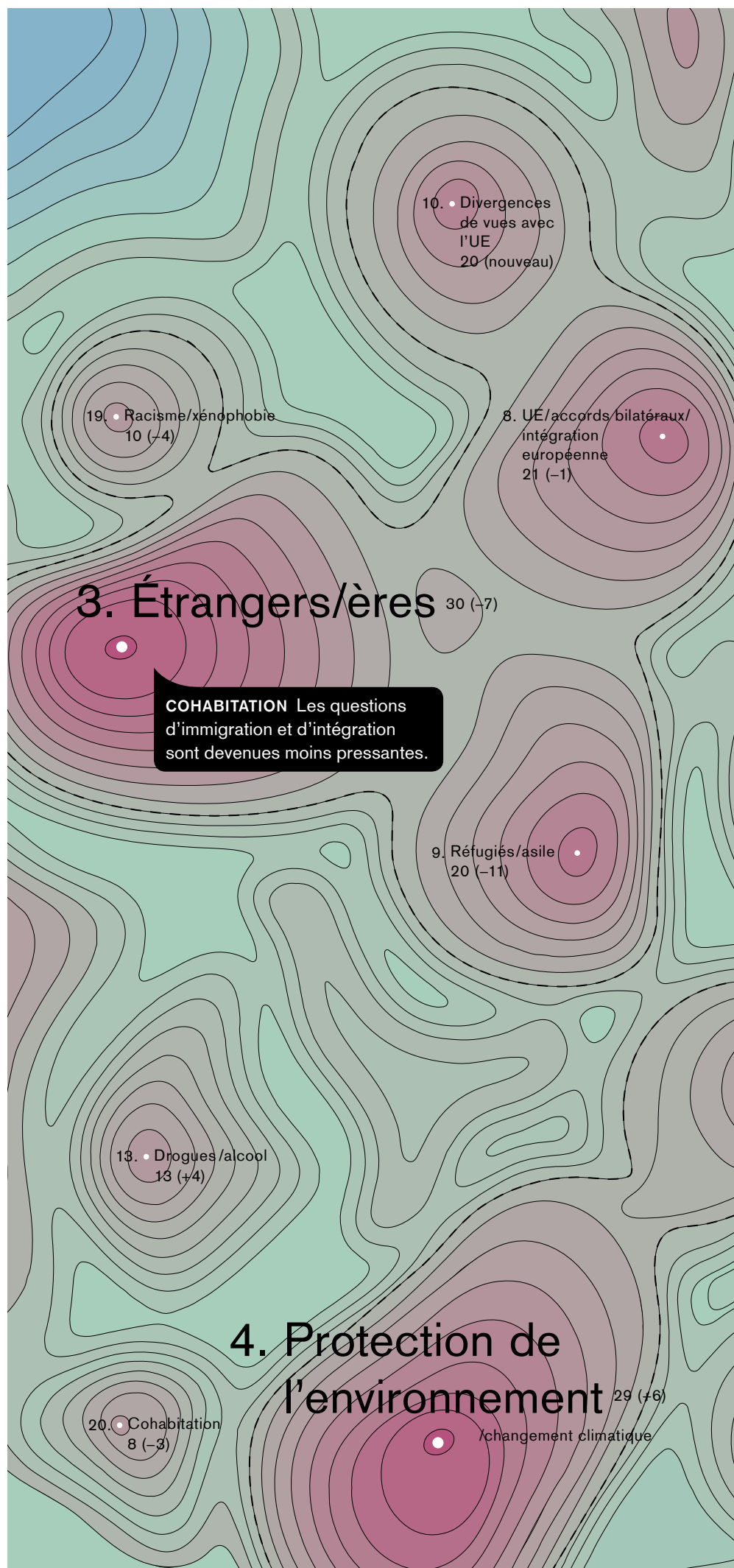


DES INQUIÉTUDES MOINS MARQUÉES À rebours de la logique médiatique, les sondés ne considèrent pas les sujets suivants comme pressants, malgré tous les débats et articles : 16. Salaires (11%), 17. Parité (11%), 22. Politique familiale/garde d'enfants (8%), 24. Sécurité/espionnage sur Internet (7%), 25. Terrorisme (6%), 26. Mondialisation (6%), 30. Numérisation (6%) et 40. Conflits commerciaux mondiaux (3%).

Encore une fois, c'est un blocage des réformes et un certain mécontentement politique qui ont été diagnostiqués, 46% affirmant que le gouvernement échoue souvent sur des questions décisives. Ce chiffre s'élevait à 24% en 2017. Les frustrations ont pu être renforcées par le fait que les questions politiques ont cristallisé les inquiétudes : 74% sont « assez » et « très intéressés » par la politique – une valeur record (mesuré depuis 1995, ● 1.1, page précédente).

La grogne se confirme à la question de savoir qui doit résoudre les problèmes politiques. L'électorat attend davantage d'initiatives de la part de la classe politique, et surtout du gouvernement [● 1.2, page précédente] : 83% estiment que le Conseil fédéral doit mieux assumer son rôle de dirigeant et 68% pensent que le Parlement doit de nouveau rechercher plus de compromis.

Les institutions politiques ne sont pas les seules à être écorchées, puisque le ● chapitre 3 fait état d'une perte de confiance générale. Tandis que 41% des sondés sont d'avis que l'économie échoue souvent sur des questions décisives, 60% lui prêtent pourtant une grande capacité à trouver des solutions, l'estimant même plus rapide que les milieux politiques et ayant « besoin de plus d'espaces de liberté et de moins de bureaucratie » [● 1.2, page précédente]. Ce résultat constitue-t-il un indicateur précoce d'initiatives populaires en faveur de plus de lois et de réglementations ? Dans tous les cas, le Baromètre 2019 est explicite : des solutions politiques sont demandées. ■



18. • Situation économique
de la Suisse 11 (+5)

PROBLÈMES IRRÉSOLUS

La retraite et l'accès aux
soins sont les premiers sujets
d'inquiétude.

1. AVS/prévoyance vieillesse 47 (+2)

2. Santé/caisses maladie 41 (-)

6. Sécurité personnelle 23 (+11)

NOUVELLES INQUIÉTUDES

Aucun sujet n'a gagné autant
d'importance que la sécurité
personnelle.

17. • Parité
11 (-)

11. • Sécurité sociale
14' (+1)

5. Chômage 26 (+4)

/chômage des jeunes

12. • Énergie nucléaire
14 (+4)

7. Nouvelle
pauvreté
21 (+3)

16. • Salaires
11' (-4)

14. • Inflation/renchérissement
12 (-1)

15. • Finances fédérales
12 (-3)

CARTOGRAPHIE DES PROBLÈMES

1.3 LE BAROMÈTRE DES PRÉOCCUPATIONS « Quels sont aujourd'hui,
à votre avis, les principaux problèmes qu'affronte la Suisse ? »

[arrondi, en %, comparaison avec l'année précédente en points de pourcentage]

Tout schuss pour la Suisse

Pour les Suisses, tous les voyants sont au vert.

35

43

Sentiment d'être dépassé(e) par la mutation technologique

Disponibilité permanente exigée par l'employeur

Ralentissement économique, phase d'expansion... Pour le moment, aucun scénario n'est à exclure. L'opinion des électeurs sur la question est donc particulièrement intéressante. Résultat des courses : à leurs yeux, la situation est, contre toute attente, au beau fixe – pour eux, mais aussi à grande échelle.

La digitalisation, son influence sur le monde du travail et l'obsolescence qu'elle entraîne donnent lieu à de nombreux débats [● 2.1]. Pour autant, les sondés voient les avancées technologiques actuelles d'un bon œil – ou, du moins, les envisagent avec pragmatisme. Ils sont plus de 60% à être « tout à fait d'accord » ou « d'accord » que les nouvelles technologies « améliorent la qualité de vie »,

donnent « une meilleure vue d'ensemble du marché du travail », « améliorent les conditions de travail » et permettent aux « employeurs de les trouver plus facilement ». Entre 40% et 50% des personnes interrogées se reconnaissent dans les affirmations plus critiques « les nouvelles technologies réduisent généralement les opportunités sur le marché du travail » et font que l'employeur « exige une disponibilité permanente ». 35% se sentent quant à eux « dépassés par la mutation technologique », soit un sondé sur trois. La tendance est néanmoins à l'ouverture, avec seulement 10% des personnes interrogées qui estiment que leur poste sera probablement « automatisé dans les cinq prochaines années » (contre 22% en 2018, même si l'échéance considérée était alors de vingt ans). Globalement, le chômage préoccupe moins les Suisses que les années précédentes [● chap. 1].

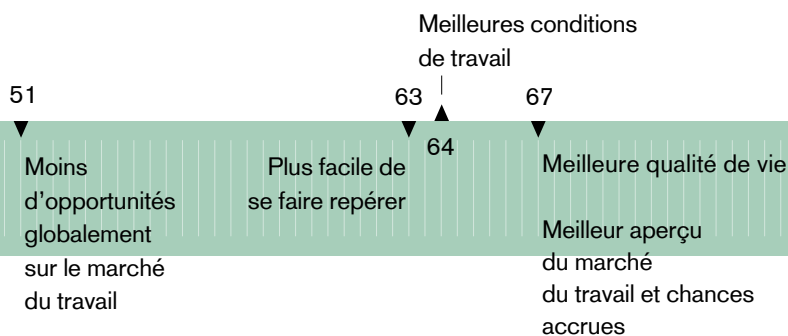
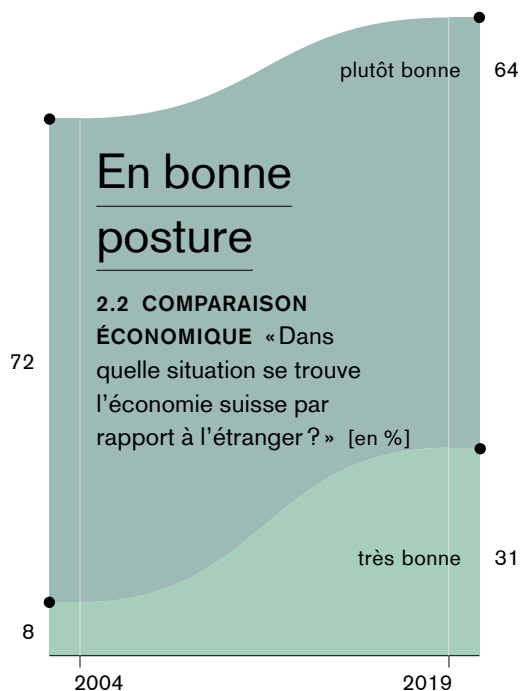
Conséquence logique de cette confiance : un bilan et des pronostics optimistes du panel concernant sa situation économique personnelle. Ainsi, 92% la décrivent comme « passable », « bonne » ou « très bonne » – un chiffre dans la lignée de ceux enregistrés

10%

pensent qu'il y a de gros risques que leur emploi soit automatisé.

depuis 1995 [● 2.3]. Quand il est question de son évolution dans les douze prochains mois, 75% pensent qu'elle se maintiendra, 12% qu'elle s'améliorera et 10% qu'elle sera moins bonne. Entrepreneur et mécène, Jobst Wagner partage cet avis, même s'il voit plusieurs défis se profiler à l'horizon pour les sociétés suisses. « Le citron a donné tout son jus », des mesures de soutien s'imposent [● interview page suivante].

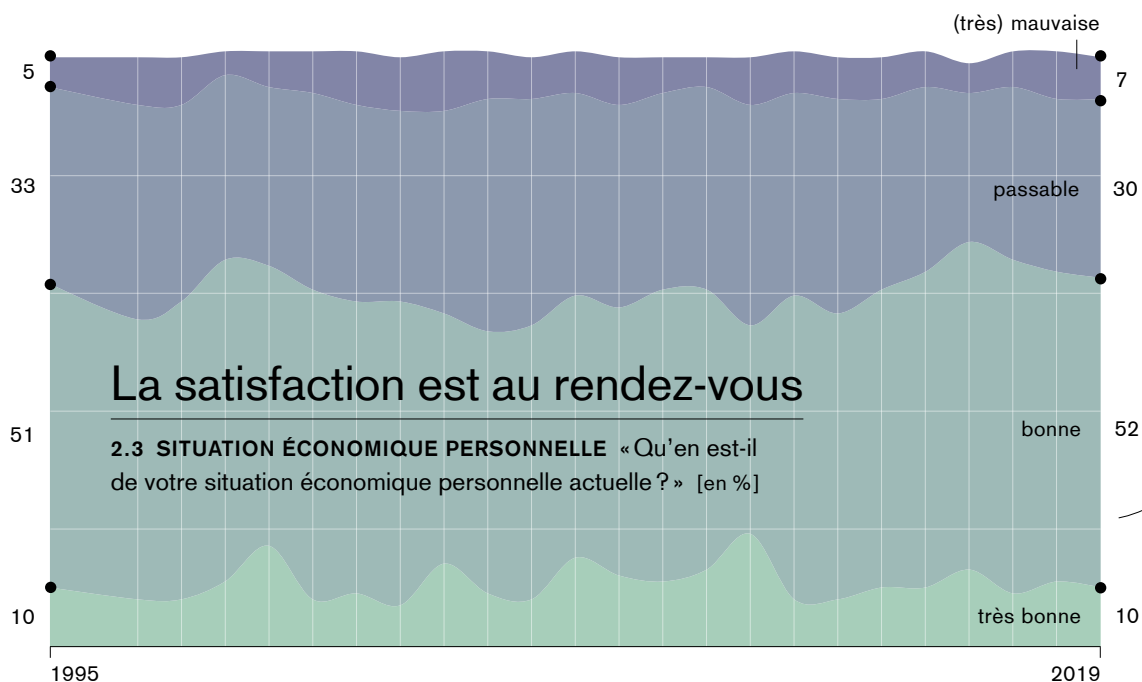
Le sondage demande enfin aux répondants de comparer l'économie domestique par rapport à l'étranger. Le verdict est sans appel (et ne fait que se confirmer depuis quinze ans) : la Suisse est en excellente posture – pour 64%, elle surpasserait les autres pays, et même de beaucoup selon 31% (contre 72% et 8% en 2004) [● 2.2]. ■



La technologie facilite le travail

2.1 DIGITALISATION « Quelles répercussions a la technologie sur notre vie quotidienne et aura-t-elle à l'avenir sur notre travail ? »

■ tout à fait/plutôt d'accord [en %, échantillon]



75% pensent que leur situation économique se maintiendra, 12% qu'elle s'améliorera et 10% qu'elle sera moins bonne dans l'année à venir.

« Chacun doit assumer sa part de responsabilité »

L'entrepreneur et mécène Jobst Wagner s'inquiète pour l'économie et la société civile suisses, aussi récompense-t-il les idées judicieuses pour le pays.

Interview Simon Brunner

M. Wagner, votre entreprise compte environ 20 000 employés. Le chômage a occupé la première place du Baromètre des préoccupations du Credit Suisse pendant de nombreuses années et est cinquième du classement depuis 2018. Comment l'expliquez-vous ?

Des études ont montré que la perte d'un emploi génère un stress émotionnel plus aigu que le diagnostic d'une maladie grave chez un parent ou l'annonce d'une grossesse, par exemple. Il est donc compréhensible de redouter cet événement traumatisant. La légère redescente dans le classement peut sans doute s'expliquer par le taux de chômage actuellement très bas en Suisse, bien que mon avis sur le sujet soit partagé.

C'est-à-dire ?

La sécurité de l'emploi est une excellente chose, mais les entreprises souffrent beaucoup de la pénurie de personnel qualifié. Même si nous en formons nous-mêmes, nous manquons cruellement de techniciens

et d'ingénieurs. Il nous manque du personnel pour réaliser des projets importants, dans le secteur de la numérisation par exemple.

Pourtant les sondés se disent très satisfaits de la situation économique malgré le franc suisse fort, la multiplication des barrières commerciales et le manque de personnel déjà évoqué.

C'est grâce aux entreprises qui ont tout fait pour augmenter leur compétitivité, leur efficacité et leur capacité d'innovation ces dernières années. Mais attention, la limite est atteinte !

À quel point ?

La situation actuelle exige des mesures urgentes de soutien à l'économie, comme la baisse des taxes et la levée de réglementations inutiles et coûteuses. Pourtant, c'est le contraire qui se produit : le cadre réglementaire ne cesse de se dégrader et de mettre à mal un marché du travail prétendument déréglementé. Et il

semblerait que ce ne soit pas près de s'arrêter. La réputation de la Suisse repose sur sa prévisibilité, mais les négociations avec l'Union européenne sont au point mort, l'initiative populaire relative à l'impôt sur les successions, rejetée en 2015, voulait anéantir l'interdiction d'un impôt rétroactif, et de nouveaux régimes fiscaux de l'OCDE pourraient amener certaines entreprises à ne plus être taxées uniquement là où elles créent de la valeur. L'instabilité monte.

Ce tableau n'est-il pas un peu alarmiste ? Les investissements directs étrangers et les implantations d'entreprises étrangères diminuent, pas l'inverse. Cela devrait nous faire réfléchir. Les ventes suisses chutent en matière de pièces automobiles, mais la chimie, l'industrie des machines et la finance sont également sous pression. Il y a bien sûr des exceptions comme la construction, l'immobilier, l'industrie pharmaceutique, l'informatique ou encore l'administration, mais la situation est tendue dans la plupart des secteurs.

Malgré leur confiance en l'économie, 41% des sondés estiment qu'elle échoue souvent sur des enjeux majeurs. Ils n'étaient que 23% en 2017. Pourquoi cette hausse ?

Nous, les dirigeants d'entreprise, devons faire notre autocritique et admettre que nous reconnaissons trop rarement nos erreurs. Mais nous vivons aussi à une époque d'incertitudes, d'instabilité politique dans de nombreux pays et de montée du populisme. Beaucoup de citoyens ont le sentiment désagréable de perdre le contrôle au profit des puissants, quels qu'ils soient.

Cet élément se retrouve dans la confiance accordée aux politiques. Parmi les sondés, 46% trouvent que ces derniers échouent souvent sur des enjeux majeurs. Les partis traditionnels ne regardent pas la réalité en face, ce qui fait le lit des mouvances populistes. J'aimerais qu'ils fassent preuve de plus de leadership. Le Conseil fédéral, par exemple, n'a pas d'avis univoque sur le contenu du projet d'accord institutionnel pourtant négocié pendant quatre ans avec l'UE. Et il n'explique pas quelles sont les options. Idem sur les retraites : les politiques ne disent pas les choses telles qu'elles sont, à savoir : si nous vivons plus vieux, nous devons travailler plus longtemps. En agissant ainsi, ils se décrédibilisent. Mais votre question me dérange.

Pourquoi cela ?

On ne devrait pas séparer économie et politique. Rien ne sert de se renvoyer la faute, nous sommes tous dans le même bateau. Nous devons tous remplir nos obligations sociales.

En appelez-vous à la société civile ?

Oui. Chacun doit assumer sa part de responsabilité et se demander s'il vote, s'il est membre d'une association, s'il aide les personnes défavorisées, etc. Ma contribution personnelle, c'est la fondation StrategieDialog21, qui œuvre pour une Suisse ouverte, innovante, courageuse et libérale grâce à son réseau dense aux très nombreuses composantes. Nous favorisons un dialogue constructif, essentiel à la démocratie directe.

Quelle forme cela prend-il ?

Challenge21, tout d'abord, permet à des entrepreneurs novices ou confirmés d'échanger sur les défis du monde actuel. L'édition 2019 était dédiée à l'intelligence artificielle. Le concours national « Château des idées », ensuite, ouvert à tous, récompense des projets innovants pour la Suisse. Le finaliste gagne un rendez-vous avec les secrétaires généraux de tous les partis politiques majeurs du pays, et de nombreux membres du Conseil national et du Conseil des États assistent à la remise des prix. Nous soutenons également des projets d'études et de livres. Enfin, « 5vor12 », un partenariat avec le Swiss Venture Club, cherche des solutions concrètes aux problèmes de bureaucratie.

« 5vor12 » récompense les « bonnes lois ».

De quoi s'agit-il ?

De lois qui ne freinent pas, mais poussent à agir et font confiance aux citoyens. On parle de *nudging*. Des lois utiles et n'entraînant pas de coûts excessifs. L'idéal serait d'en abroger certaines, mais la Suisse manque de volonté politique pour aller plus loin dans la dérégulation. ■



Jobst Wagner (60 ans) est président du Conseil d'administration de Rehau AG, une entreprise familiale de transformation de polymères présente à l'international. Ce juriste soutient des institutions culturelles suisses, siège au Conseil de fondation d'Avenir Suisse et a réuni ses engagements civils au sein de la fondation StrategieDialog21. strategiedialog21.ch

9. Conseil national 40 (-16)

7. Conseil des États 44 (-14)

4. Conseil fédéral 50 (-11)

18. Partis politiques 17 (-22)

10. Administration publique 40 (-14)

LE PLUS Six institutions ont perdu plus de 20 points de pourcentage de confiance, les Églises en tête.

17. • Églises 20 (-25)

2. Tribunal fédéral 66 (-4)

1. Police 72 (+2)

12. • ONG 35 (-14)

20. UE 14 (-20)

8. Télévision 44 (-1)

3. BNS 58 (-5)

15. • Internet 23 (-12)

5. Armée 50 (-13)

6. Radio 46 (-4)

19. • Presse gratuite 16 (-17)

CE EN QUOI

NOUS (NE) CROYONS (PAS)

14. • Presse payante 30 (-23)

16. • Syndicats patronaux 21 (-23)

3.1 CONFIANCE « Sur une échelle de 1 à 7, comment noteriez-vous votre confiance dans les institutions suivantes ? » [arrondi, en %, part de confiance (5-7), comparaison avec l'année précédente en points de pourcentage]

11. Syndicats de travailleurs 39 (-20)

13. • Banques 34 (-18)

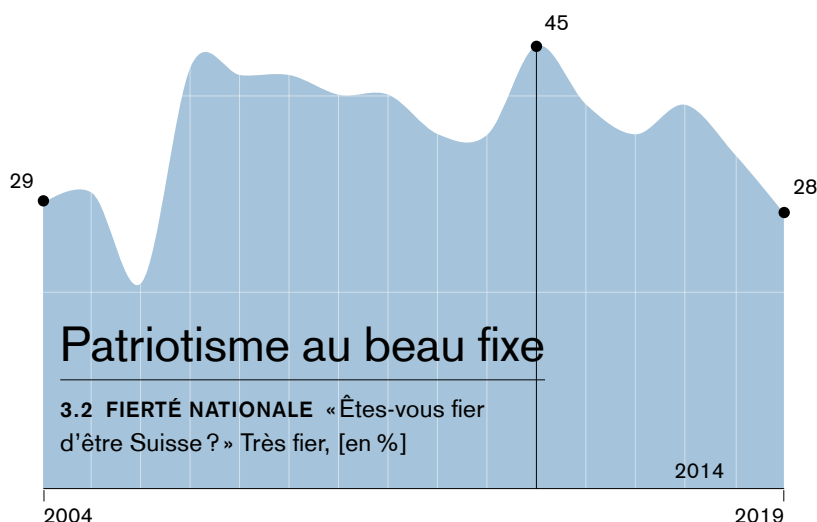
La confiance atrophiée

La confiance dans les institutions suisses accuse un net recul. Seule exception, la police, qui obtient la première place.

Les ● chapitres 1 et 2 soulignent le scepticisme de la population vis-à-vis du monde politique et, dans une moindre mesure, vis-à-vis de la sphère économique. Cette attitude critique s'accroît dans le classement de confiance à l'égard des institutions suisses [● 3.1]. Quand on demande à l'électorat le niveau de confiance qu'il accorde à ces dernières, la réponse est explicite : « En forte baisse par rapport à l'année dernière. » Et pour cause : les vingt institutions étudiées ont perdu plus d'un quart de la confiance populaire en un an.

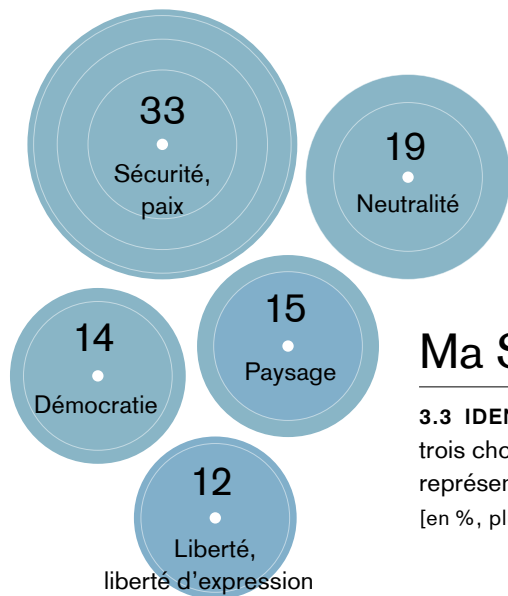
Six d'entre elles ont dégringolé de 20 points de pourcentage ou plus sur la question de la confiance : UE (-20 pp), associations de travailleurs (-20 pp), partis politiques (-22 pp), associations patronales (-23 pp), journaux payants (-23 pp) et églises (-25 pp!). Une chute difficile à interpréter, dans la mesure où ces institutions couvrent différents domaines. Outre les causes spécifiques susceptibles d'expliquer ces mauvais scores, la défiance généralisée à l'égard des décideurs pourrait constituer le dénominateur commun.

De l'autre côté du spectre se trouve la police. La seule et unique institution à avoir suscité plus de confiance (+2 pp) s'empare ainsi de la tête du classement pour la première fois depuis 2012. Peut-être faut-il y voir un lien avec l'importance de la « sécurité personnelle », qui a connu la plus forte progression dans



le classement des préoccupations (+11 pp, ● chapitre 1). Le Tribunal fédéral, qui a le plus souvent occupé la première place ces deux dernières décennies, a été relégué cette année à la deuxième (-4 pp).

Alors que l'image qu'a la Suisse d'elle-même repose en très grande partie sur ses institutions, ce sont elles qui se retrouvent sous le feu des critiques. Il n'est donc pas étonnant que 77% des sondés estiment que l'identité suisse est menacée du fait de « la baisse de la capacité des milieux politiques à trouver des solutions soutenables ».



Ma Suisse

3.3 IDENTITÉ « Veuillez indiquer trois choses qui, à vos yeux, représentent l'identité suisse. »
[en %, plusieurs réponses possibles]

[● 3.4]. En outre, 62% jugent que les problèmes avec l'UE représentent une menace identitaire. Il faut dire que l'UE compte parmi les institutions qui ont enregistré une chute de 20 pp ou plus et que les relations sont tendues [● chapitre 4]. Dans un tel contexte, que 61% des sondés diagnostiquent un blocage des réformes surprend peu.

Autre fait intéressant : « l'immigration », qui caracolait presque toujours en tête des menaces pour l'identité suisse entre 2004 et 2016, est devenue une question moins pressante. Un résultat qui coïncide avec le classement

des préoccupations, où les étrangers et les réfugiés occupent une place de moins en moins prépondérante depuis 2015.

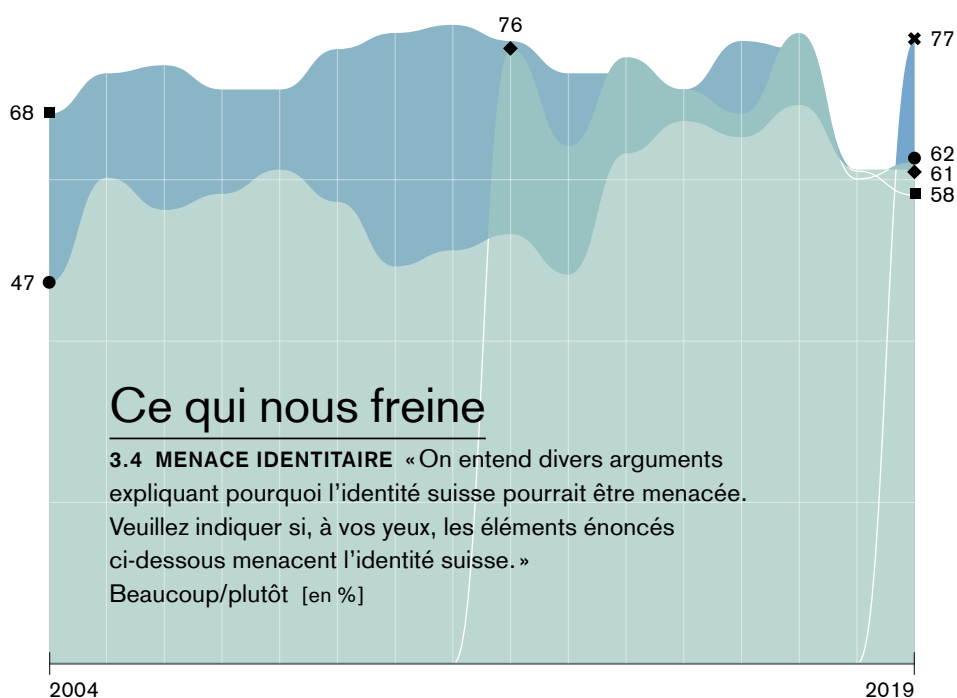
En revanche, ce scepticisme envers les institutions s'inverse lorsque les sondés abordent les aspects de la politique suisse dont ils sont fiers, puisque 93% citent les droits populaires comme l'initiative et le référendum. Cloé Jans, responsable d'étude chez gfs.bern, détaille : « La démocratie directe est un élément profondément ancré dans l'identité des Suisses et Suissesses. La codécision politique fait quasiment partie de notre ADN. Il est donc logique que le lien fort avec ces institutions-là refasse surface à des moments où la population est moins satisfaite de la politique. »

Reste toutefois à savoir ce qui caractérise la Suisse [● 3.3]. Qu'est-ce qui fait notre identité, dans ce contexte de défiance ? Le tandem « sécurité/paix » est de très loin le plus cité (33%), à mettre en corrélation avec l'importance de la police et de la sécurité personnelle. Puis viennent la neutralité (19%) et le paysage (15%), ensuite les caractéristiques de la participation populaire, soit la démocratie (14%) et la liberté/liberté d'expression (12%).

Et pour finir, une bonne nouvelle : malgré tous ces rejets, la fierté envers la Suisse se maintient à un niveau élevé puisque 51% sont « assez fiers » et 28% « très fiers » de leur pays [● 3.2, page précédente]. ■

93%

des sondés sont fiers des droits populaires, l'aspect n° 1 de la politique suisse.

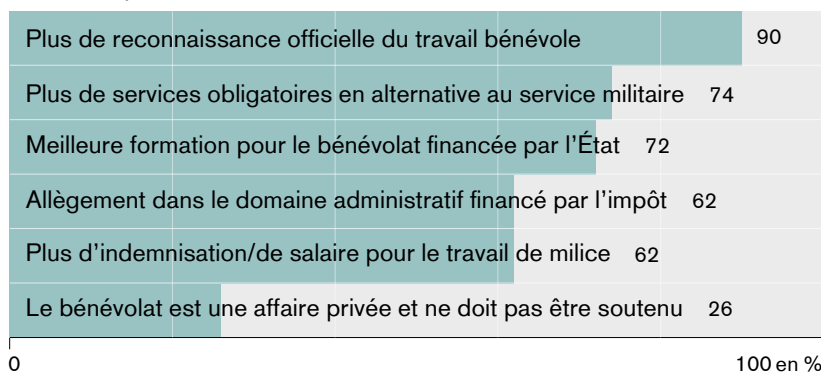


Ce qui nous freine

3.4 MENACE IDENTITAIRE « On entend divers arguments expliquant pourquoi l'identité suisse pourrait être menacée. Veuillez indiquer si, à vos yeux, les éléments énoncés ci-dessous menacent l'identité suisse. »
Beaucoup/plutôt [en %]

- ✕ Baisse de la capacité des milieux politiques à trouver des solutions soutenables
- L'UE et ses problèmes
- ◆ Blocage au niveau des réformes
- Immigration

Tout à fait/plutôt d'accord [en %]



Qui se dévoue ?

RENFORCER L'ENGAGEMENT « Cette année a été déclarée Année du travail de milice. Êtes-vous d'accord avec les idées et propositions suivantes ? »

Mobilisation générale

Entretien avec Andreas Müller de l'Association des communes suisses (ACS) au sujet de l'Année du travail de milice et de l'engagement social.

Interview Simon Brunner



Andreas Müller (54 ans) est directeur de l'Année du travail de milice à l'ACS et conseiller politique indépendant. Il est également éditeur et coauteur de « Bürgerstaat und Staatsbürger. Milizpolitik zwischen Mythos und Moderne » (NZZ Libro).

Le Baromètre des préoccupations révèle la nécessité d'une plus grande reconnaissance officielle du travail bénévole. Comment y parvenir ? L'un des grands objectifs de cette année spéciale, c'est d'accorder plus d'estime aux 100 000 bénévoles suisses. D'où les événements, publications, concours d'idées, prix et la Fête nationale au Grütli – plus de 2000 miliciens y ont participé – qui sont autant de signes de notre reconnaissance pour leur travail. D'autres activités doivent suivre dans les années à venir.

Les sondés font allusion à d'autres services obligatoires, à l'instar du service militaire ou civil. Que pourrait-on envisager ?

Une initiative populaire est prévue pour 2020 ; son but est d'introduire un service citoyen général. Il s'agirait d'un service qui permettrait aux Suissesses et aux Suisses de choisir entre l'armée et d'autres services, et qui comptabiliserait aussi les activités de milice, chez les pompiers ou dans des offices politiques, par exemple.

Parmi l'ensemble des mesures à l'appui du travail de milice, lesquelles vous semblent pertinentes ?

Tout dépend à qui elles sont destinées.

La réalisation d'une activité de milice s'articule autour de trois éléments : la volonté, la possibilité et le droit. Certains veulent s'engager, mais ne le peuvent pas à cause de leurs conditions-cadres (professionnelles, par exemple). D'autres le pourraient, mais ne le veulent pas, par peur ou par manque de motivation. Et enfin, il y a ceux qui n'y ont pas droit, car ils ne sont pas domiciliés dans la commune concernée ou ne possèdent pas la nationalité suisse, nécessaire à certains engagements. Chaque situation appelle des mesures différentes et c'est en les combinant que nous nous y adapterons le mieux.

En fin de compte, un bon quart des sondés pense que le travail bénévole est une affaire privée dont on ne doit pas faire la promotion. Qu'en pensez-vous ? Cela pourrait être dû à un écart entre une approbation de principe du travail de milice et un manque de disposition à s'engager au niveau individuel. Tout le monde approuve, mais tout le monde est bien content que le voisin s'en occupe. Or, le système de milice ne fonctionne que parce que les fonctions politiques sont occupées. Il faut donc une mobilisation générale pour trouver des moyens afin que ce système existe encore en 2030 ou 2040. ■



« Je déplore parfois le manque de conciliation »

Entretien avec la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter
sur le droit de vote, l'avenir des accords bilatéraux et les
bienfaits de la lenteur politique.

Interview Manuel Rybach

Cette interview a été conduite
le 23 septembre 2019 et
bouclée le 21 octobre 2019.

Madame la Conseillère fédérale, les trois premières préoccupations de l'électorat suisse sont l'AVS et la prévoyance vieillesse, les caisses maladie ainsi que les étrangers. Comment interprétez-vous cette perception des problèmes ?

Elle me semble proche des réalités. L'assurance-vieillesse et les primes des caisses maladie concernent très concrètement la population et son quotidien. Les baby-boomers partent bientôt à la retraite, donc le 1^{er}, le 2^e et même le 3^e pilier, facultatif, sont sur toutes les lèvres. Quant aux primes, elles représentent une charge croissante, surtout pour les familles. À l'inverse, pour ce qui est des étrangers, nous pouvons constater que les demandes d'asile et l'immigration ont atteint leur plus bas niveau ces dernières années et que la Suisse vient d'instaurer un nouveau système d'asile qui force le respect en Europe. L'ordre de classement des préoccupations ne m'étonne donc guère.

La protection de l'environnement et le changement climatique ont certes gagné 6 points de pourcentage, mais se classent « seulement » en 4^e place. Surprenant, non ?

Oui et non. Compte tenu des résultats des élections fédérales, je suis surprise. Mais, d'un autre côté, l'AVS et les primes affectent directement le quotidien des gens. Le climat suscite des inquiétudes, mais ils voient que la Suisse ne peut les dissiper seule et que le Conseil fédéral et le Parlement en font déjà beaucoup, notamment avec la révision totale de la loi sur le CO₂ ou la Stratégie énergétique 2050.

Karin Keller-Sutter (55 ans)

dirige depuis 2019 le Département fédéral de justice et police (DFJP). Avant d'entrer au Conseil fédéral, elle a représenté le canton de Saint-Gall au Conseil des États, qu'elle a présidé en 2017-2018. Elle a siégé au CA d'entreprises privées. En 2000-2012, elle a été directrice de la sécurité de Saint-Gall et a présidé le gouvernement saint-gallois à deux reprises. De novembre 2010 à mars 2012, elle a été présidente de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police.

La sécurité personnelle est la préoccupation qui présente la plus grande hausse. Dans le même temps, la police est la seule institution à inspirer plus de confiance. Comment expliquer ce phénomène ? D'autres études au long cours comme celle de l'EPFZ et les chiffres de la criminalité montrent que la Suisse est un pays sûr. Cette dernière décennie, c'est-à-dire depuis que nous avons rejoint Schengen, le nombre de délits a baissé de 20%. De même, la confiance à l'égard de la police et du gouvernement a augmenté d'après l'EPFZ et bat tous les records mondiaux. Mais nous ne devons pas nous arrêter là. Il faut accorder la priorité absolue à la sécurité en Suisse et à la protection de ses habitants. Sans sécurité, il n'y a ni liberté ni bien-être.

Y a-t-il une urgence à agir ?

De nouvelles questions de sécurité se posent en permanence, et pas qu'en Suisse. Depuis quelque temps, c'est le djihadisme persistant qui est en première ligne, de même qu'un extrémisme de droite toujours plus violent. Dans tous les domaines – prévention, surveillance et sanction –, la Confédération et les cantons œuvrent à une amélioration de notre système partout où cela s'impose.

Les relations Suisse-UE préoccupent beaucoup les sondés. Est-ce parce que les mois à venir seront décisifs ? Oui, nous voterons probablement en mai 2020 sur l'initiative de limitation de l'UDC, qui exige du Conseil fédéral de négocier l'abrogation de l'accord sur la libre circulation des personnes sous douze mois ou, en cas d'échec, de le résilier unilatéralement. Ce faisant, l'initiative accepte l'éventuelle fin des accords bilatéraux I et remet en cause la voie bilatérale de la Suisse. Le Conseil fédéral et le Parlement mettent en garde contre une telle mesure, car la voie bilatérale constitue depuis près de vingt ans une base importante pour l'accès de la Suisse au marché européen et, par là même, au bien-être, à l'emploi et enfin, au sentiment de sécurité.

Ce vote pourrait-il révéler le problème mis en évidence par le Baromètre, à savoir une forte baisse de la confiance vis-à-vis des acteurs politiques ?

Je ne pense pas. L'édition 2019 de l'étude de l'EPFZ sur la sécurité dont j'ai parlé

montre justement que la confiance accordée par la population au Conseil fédéral et aux autorités a augmenté par rapport à 2018. L'autre bon indicateur de cette confiance, ce sont les résultats des élections, qui confirment, à quelques exceptions près, un attachement aux autorités. La plupart des citoyennes et citoyens sont donc convaincus.

Malgré tout, un malaise semble voir le jour : pas moins de 46% ont le sentiment que la politique a échoué et plus de 60% entrevoient un blocage des réformes susceptible de menacer l'identité suisse. Effectivement, je déplore parfois le manque de conciliation sur la scène politique. Nous devrions de nouveau nous faire violence pour trouver ensemble des solutions, même si elles ne correspondent pas à 100% à nos propres idées. Mais il faut déjà avoir ses propres convictions. C'est grâce à notre boussole interne que nous pouvons accepter des compromis et contribuer à trouver des solutions fédératrices.

Les personnes interrogées estiment qu'il incombe principalement au Conseil fédéral de trouver les « solutions aux problèmes politiques ». Alors que le Parlement doit montrer une aptitude au compromis, l'économie, à laquelle une nette majorité prête une bonne capacité à résoudre les problèmes, doit avoir plus d'espaces de liberté et être moins limitée par la bureaucratie. Cette formule est-elle celle qui amènera la Suisse à débloquer ses réformes ?

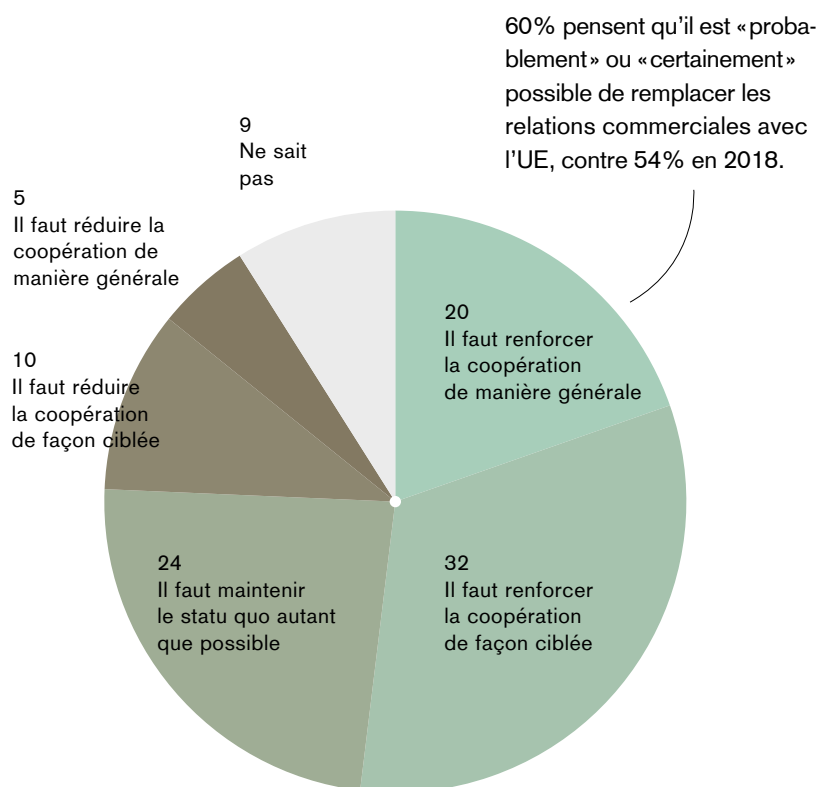
Oui, cela résume très bien mon analyse. La votation populaire sur la Loi fédérale relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS, qui découle d'une solution pragmatique élaborée en vue d'obtenir la majorité, l'a bien montré au printemps dernier. Nous devons aboutir à ce même résultat pour l'initiative de limitation. Le Conseil fédéral assume à cet égard son rôle dirigeant et déclare clairement vouloir préserver la libre circulation des personnes et la voie bilatérale, sans accepter plus d'immigration que nécessaire. Nous sommes donc en faveur d'un potentiel national de main-d'œuvre et compensons les injustices sociales au moyen de prestations ciblées. Ce positionnement pragmatique contribuera, je l'espère, à dresser une majorité contre l'initiative. ►

Au niveau des accords-cadres institutionnels, la majorité des sondés se prononce en défaveur de compromis. S'il fallait en accepter un, ce serait en matière de protection des salaires qu'ils préféreraient lâcher du lest. Vous sentez-vous confortée dans l'idée, que vous défendez depuis longtemps, de l'importance des compensations sociales dans les accords-cadres ? Le Conseil fédéral est convaincu que nous devons stabiliser notre rapport à l'UE, sous peine d'éroder les relations bilatérales, de les compliquer et de les rendre plus imprévisibles. Mais il reste des points à clarifier dans les accords institutionnels aussi. Les aides publiques, la directive relative au droit des citoyens de l'Union et la protection des salaires sont actuellement en débat chez les partenaires sociaux. À mon avis, une protection salariale plus convaincante et une position claire sur cette directive pourraient être décisives pour l'éventuelle issue positive de l'accord.

Pour terminer, un peu de prospective. En ce qui concerne leur situation personnelle dans les douze prochains mois, 12% estiment qu'elle s'améliorera, 75% qu'elle restera stable et 10% qu'elle se dégradera. Partagez-vous cet optimisme, certes modéré ? Oui. Je pense que la Suisse se portera très bien à l'avenir, car nous réussirons toujours à nous adapter aux exigences de l'époque. Si nous parvenons à préserver nos valeurs traditionnelles et nos forces, comme le fédéralisme, la démocratie directe et le pragmatisme ainsi que les circuits courts, tout en restant ouverts aux innovations et aux changements, notre pays sera très bien positionné. Je cite cette phrase fort à propos de l'historien de Suisse orientale Georg Thürer : « Être contemporain, c'est rester citoyen suisse. » Ce qui implique aussi que nous accomplissions nos devoirs là où nous pouvons encore agir nous-mêmes. ■

Cela reste compliqué

Les Suisses ont une relation ambivalente à l'UE. Ils sont prêts à faire certaines concessions sur l'accord-cadre, principalement en matière de protection des salaires.

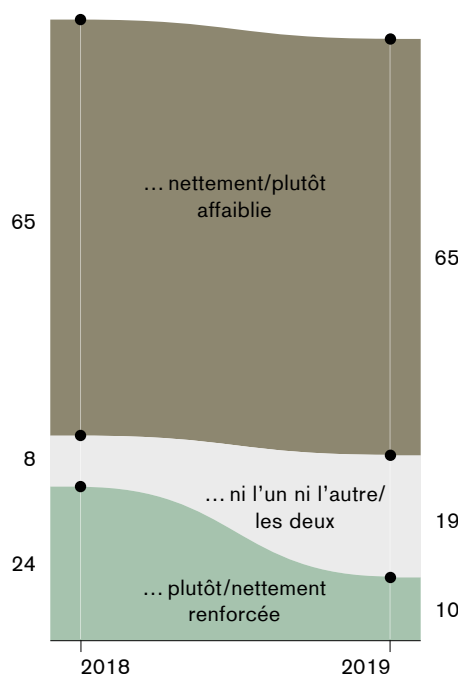


Avenir des relations Suisse-UE

4.3 ÉVOLUTION DES RELATIONS SUISSE-UE « De manière générale, comment la relation bilatérale entre la Suisse et l'UE devrait-elle évoluer ? [en %]

Comment l'UE se porte-t-elle ?

4.1 BILAN « Selon vous, au cours des 12 derniers mois, l'UE s'est... » [en %]



Disposition à faire des concessions

4.2 ACCORD INSTITUTIONNEL « La Suisse devrait-elle faire des concessions dans les domaines suivants afin de trouver un compromis garantissant la voie bilatérale dans le cadre d'un accord institutionnel ? »

— Oui — Ne sait pas — Non [en %]



Adaptation du droit des assurances sociales à la réglementation européenne (directive relative au droit des citoyens de l'UE)



Adaptation des mesures de protection des salaires



Compétence et saisie automatiques d'un tribunal arbitral

Qu'on quitte la Suisse en voiture, en train ou en bateau, on se retrouve inmanquablement dans un pays de l'Union européenne (UE), ou alors au Liechtenstein. Les trois langues les plus parlées en Suisse le sont également dans l'UE. Les importations suisses proviennent à 62% de l'UE et 44% de ses exportations y sont acheminées. En bref, même si les relations avec d'autres régions du monde, notamment l'Asie, se développent, il va sans dire que les pays membres de l'UE sont de loin les partenaires les plus importants de la Suisse.

C'est la raison pour laquelle notre relation à l'UE est si intensément débattue depuis des décennies. Le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse 2019 montre la grande ambivalence des citoyens suisses vis-à-vis de l'UE. En effet, une large majorité d'entre eux (76%, -7 points de pourcentage) a conscience que les relations Suisse-UE sont « importantes », voire « très importantes ». Par contre, seuls 10% des sondés trouvent que l'UE s'est renforcée au cours des douze derniers mois [● 4.1]. Et 60% (+6 pp) pensent même qu'il serait « probablement » ou « certainement » possible de remplacer les relations commerciales avec l'UE, par exemple grâce à la Chine ou aux États-Unis.

L'enquête va plus loin en demandant aux citoyens comment ils aimeraient voir évoluer la relation Suisse-UE [● 4.3] : 15% souhaitent une réduction de la coopération, de manière générale ou ciblée, 24% sont pour le maintien du statu quo et 52% pour le renforcement de la coopération, de manière générale ou ciblée. Dans ce dernier groupe, 63% estiment qu'il faudrait « poursuivre [les accords bilatéraux] et développer l'accord institutionnel ».

Concernant l'accord institutionnel avec l'UE, l'un des sujets polémiques de l'année, la question centrale reste celle des concessions que les Suisses sont prêts à faire [● 4.2], et c'est en matière de protection des salaires qu'ils semblent les plus disposés aux compromis (31% s'y disent prêts et 19% sont indécis). (Contexte : cet accord a pour objectif la création d'un cadre commun pour les relations Suisse-UE. Les négociations ont commencé en mai 2014 et un projet d'accord rédigé en novembre 2018 est actuellement discuté.)

L'Assemblée fédérale récemment élue est en train de prendre ses fonctions et elle aura beaucoup à faire. Nous sommes d'ores et déjà impatients de découvrir l'opinion des citoyens suisses à l'occasion du Baromètre des préoccupations 2020. ■

76%

considèrent les relations Suisse-UE comme « importantes » ou « très importantes »

contre 83% en 2018.